



Institut Ricci  
Centre d'études chinoises

---

**LI Ding 李丁**

## ***Immigrer en investissant : Adieu aux « tyrans locaux »***

*Air China Inflight magazine*, Avril 2014, pp.47-53

Traduction : François Hominal et Michel Masson

Au début de l'année 2014, la politique d'immigration pour investisseurs au niveau fédéral canadien fut l'objet d'un assez grand changement. Depuis 2012 cette politique d'immigration, était provisoirement suspendue, et maintenant le gouvernement a décidé de supprimer complètement cette manière de procéder. Cependant et au début de 2014, les politiques d'immigration de chaque province n'étaient pas notablement modifiées.

Pour ceux qui avaient l'espoir d'immigrer au Canada en y investissant, il n'y a nul doute que c'est là une mauvaise nouvelle.

### ***Le crédit à intérêt nul change de statut***

Il y a quelques années, la famille de M. Zhang avait soumis une requête aux services d'immigration, se préparant à devenir immigrant-investisseur au Canada ; après une attente de quelques années, tout récemment, elle a subitement appris qu'était supprimé le programme d'immigration pour investisseurs ; en un clin d'œil, le projet de vie de la famille Zhang était mis à mal.

Monsieur Zhang possède quatre sociétés en Chine et sa famille vit dans l'aisance. Elle se compose de quatre personnes dont deux enfants d'âge scolaire. En Chine, dès le jardin d'enfants commence la compétition pour entrer dans une bonne école, ce qui stressait M. Zhang et son épouse. L'industrie développée et le système scolaire avancé du Canada attiraient M. Zhang. Il comprit que le programme canadien d'immigration pour investisseurs n'était pas limité à la résidence, qu'il était garanti par le gouvernement, qu'il était sans risque et il choisit ce programme.

D'une manière générale, les Chinois qui choisissent ce programme peuvent approximativement être rangés en quatre grandes catégories : les immigrants-investisseurs au niveau fédéral, les immigrants-investisseurs au niveau des provinces, et aussi les immigrants-

techniciens, les immigrants possédant des compétences et de grandes familles. C'est-à-dire que les immigrants-investisseurs au niveau fédéral ne sont qu'une partie des immigrants-investisseurs. Comme les immigrants-investisseurs au niveau fédéral n'étaient pas assujettis à des conditions drastiques ou à des exigences linguistiques, que le montant à investir n'était pas très élevé, ce fut dès le début la forme d'investissement préférée des immigrants chinois.

A l'origine, le programme d'immigration pour investisseurs ne faisait pas état d'exigences linguistiques, le montant moyen à investir se montait soit à 800 000 dollars canadiens (environ 530 000 Euros) qu'ils prêtaient au gouvernement pendant cinq ans sans toucher d'intérêts, soit à une somme de 120 000 dollars canadiens (env. 80 000 Euros) qu'ils donnaient au gouvernement fédéral, d'où l'expression d' « acheter » le statut d'immigré.

Beaucoup d'immigrés-investisseurs estimaient que leur descendance devait voir les choses aux dimensions de la planète, ou encore qu'ils devaient avoir eux-mêmes goûté à plusieurs modes d'existence. Bonne aubaine, voilà que ce pays développé qu'est le Canada avait une politique d'immigration relativement commode en plus d'une image durablement positive. Il attira les Chinois qui s'étaient enrichis les premiers. Et ils arrivèrent au Canada avec leurs familles.

Ils ont payé les frais de dossier, attendu de trois à six ans et finalement ils sont arrivés, ils ont acheté un logement, mis de côté le budget pour les dépenses courantes, acheté toutes sortes d'assurances et ils ont commencé leur nouvelle vie. Leur arrivée a dynamisé les activités locales : le marché immobilier, les assurances, la collecte d'épargne, ainsi que les emplois correspondants, et ils ont vraiment contribué au développement économique local du Canada.

Mais le gouvernement canadien ou certains groupes ont progressivement eu le sentiment que c'était encore loin d'être suffisant, pas assez bon, « *not good enough !* »

### ***Des préoccupations multiples ; les « extra-terrestres »***

Parce qu'il fallait beaucoup de monde, le gouvernement fédéral a toujours estimé que le statut d'investisseur-immigrant était bradé. Autrement dit, il a toujours pensé à en augmenter le prix. La politique au début n'était finalement qu'une sorte de prêt sans intérêt, le montant investi était plutôt bas ; de plusieurs côtés, on pensait que les candidats à cette immigration devaient au moins prêter sans intérêt au gouvernement fédéral pour une période de 5 ans une somme de 2 à 3 millions de dollars canadiens (1,3 à 2 millions d'Euros), ou bien lui verser 500 000 dollars canadiens (330 000 Euros) pour acquérir le statut d'immigré.

D'autre part, depuis longtemps, l'immigration pour investisseurs présentait des problèmes, ce qui poussa les autorités fédérales à modifier la politique d'immigration. Par exemple, le plus grand nombre de Chinois qui immigraient au Canada en y investissant des fonds, parlaient mal l'anglais, si ce n'est pas du tout ; plus important encore, ces citoyens canadiens maintenaient des liens très étroits dans un contexte de civilisation traditionnelle chinoise, et il ne leur était pas facile d'apprendre à connaître et d'accepter la culture traditionnelle canadienne.

Sans connaître l'anglais, M. Zhang et Mme Zhang se sont installés au Canada, non pas dans des villes comme Toronto ou Vancouver où les Chinois sont nombreux, mais dans l'île du Prince Edward, où ils sont très peu nombreux. Ils avaient des activités entre eux. Ils ne comprenaient pas le fonctionnement et la politique du gouvernement local ; de plus la difficulté dès les débuts à les comprendre en dépit de leurs efforts, les a conduits progressivement à abandonner ; ils sont devenus un groupe de population spécifique, les « Chinois vivant au Canada. » Ils parlent chinois, lisent le chinois, vont au restaurant chinois, ils ne portent pas beaucoup d'attention aux nouvelles locales, mais par contre se soucient beaucoup de celles de Chine ; sur le papier ils sont des immigrants-investisseurs, mais ils ne s'intéressent pas à la situation économique du pays, ni à ce que rapporte leur investissement ; ils commencent par lire quelques journaux locaux en chinois, puis progressivement ne lisent plus les journaux chinois, et ils ne sont qu'un petit nombre à surfer sur des sites en chinois.

Parmi eux, il y en a même beaucoup qui quittent le Canada et retournent en Chine. De plus en plus de gens ont pensé à tout avant même de débarquer : l'un des parents et les enfants resteront au Canada et celui qui a le plus de capacité à gagner de l'argent retournera en Chine pour continuer à travailler. Alors, nous obtenons ce phénomène social : pour une grande partie des familles des investisseurs immigrés, le père ou la mère demeure au Canada, tandis que l'autre rentre en Chine. Comme ces gens sont souvent dans des avions entre la Chine et le Canada, les gens sont allés jusqu'à appeler cette population spécifique d'un sobriquet : les « extra-terrestres ».

### *Ne pas devenir ami avec les « tyrans locaux »*

Ce groupe spécifique des « extra-terrestres » a aussi eu une influence plutôt néfaste sur la société canadienne.

Tout d'abord, les immigrants-investisseurs n'investissent plus. Si l'on met de côté l'appartement et les dépenses inévitables pour la vie courante, la plus grande partie d'entre eux, n'investissent pas localement. A la différence des immigrants-investisseurs originaires d'autres pays, très peu ont une entreprise et ils n'emploient pas de personnel ; ils ne contribuent en rien au maintien du développement de l'économie locale et à l'emploi dans la région.

Ensuite, ce sont les impôts. Parmi les investisseurs immigrants chinois, il y en a un bon nombre qui ont des richesses, un bas revenu et vivent des programmes sociaux. Beaucoup d'investisseurs-immigrants vivent dans des demeures luxueuses de plusieurs millions de dollars canadiens, et pourtant, n'ayant localement aucun revenu, ils bénéficient en théorie de l'assistance sociale gouvernementale. L'investisseur potentiel est devenu au contraire une charge dans le programme social du gouvernement.

D'autre part, la hausse des prix de l'immobilier a permis à la population locale de goûter aux douceurs de la plus-value immobilière, et les habitants, et notamment des jeunes du cru, n'ont pas à se plaindre. L'augmentation des prix n'a pas poussé vers le haut le chômage, ni n'a eu d'effet important sur la production économique.

Mais encore, la plupart des immigrants investisseurs, à la différence des immigrants-techniciens ne maîtrisent pas la langue et n'ont pas de points forts techniques. Les

investisseurs immigrants chinois sont souvent les premiers chinois à s'être enrichis ces derniers temps ; beaucoup n'ont pas beaucoup été à l'école et leur capacité à parler l'anglais est faible ; dans leurs manières, dans leurs valeurs et dans leurs habitudes, ils diffèrent considérablement des autres résidents aussi riches qu'eux. Comme ils ne comprennent pas la loi locale, la politique économique locale et qu'ils n'ont pas de compétences professionnelles diversifiées, le niveau de leur participation à la vie économique locale est très faible.

Par comparaison avec les riches « tyrans étrangers » au Canada, ces immigrants-investisseurs chinois sont devenus des « tyrans locaux » très puissants. Non seulement ces « tyrans locaux » n'ont pas aidé les résidents du lieu en matière d'emploi et de développement économique, mais sur le plan politique ils n'ont aucun sentiment de gratitude à l'égard du Canada ou même d'appartenance, et c'est la raison pour laquelle le Canada n'a pas envie d'être les amis de nos « tyrans locaux ».

### ***Les immigrants-investisseurs reviendront***

Alors, est-ce à dire que le Canada n'a plus besoin d'immigrants-investisseurs chinois ? Certainement pas, le Canada a besoin de nombreux immigrants, de nombreux investisseurs, de nombreux patrons, et aussi de nombreux employés. Le développement économique du Canada, son ouverture, a besoin de main-d'œuvre et de fonds en quantité.

Actuellement, les familles qui ont fait la demande ou qui pensent faire la demande d'immigrer au Canada, peuvent toujours attendre la nouvelle politique d'immigration, car l'Etat fédéral en définira une autre, même si nous ne savons ce qu'elle sera. Mais elles peuvent encore changer leur plan et présenter leur candidature au programme d'immigration de chaque province, par exemple aux programmes d'immigration du Québec, du Nouveau Brunswick, etc. En raison de la situation internationale du Canada assez remarquable par sa relative neutralité, et de son appartenance aux sept grands pays industriels, il figure parmi les premiers pays où tous les immigrants souhaitent se rendre.

A l'avenir, une coordination entre entrepreneurs et immigrants, entre immigrants et investisseurs, pourrait alors rendre possible une véritable politique envers les immigrants-investisseurs

Je pense que dans un avenir proche, le gouvernement fédéral saura promouvoir une nouvelle politique d'immigration fédérale favorable aux intérêts du Canada, que les provinces cesseront, dans leur propre intérêt, de s'affronter avec le gouvernement fédéral, pour qu'il leur accorde un quota d'immigrés plus élevé. Et la famille de M. Zhang pourra encore immigrer au Canada grâce aux divers programmes d'immigration.

Chacun sait que dans tout investissement il doit y avoir un risque ; le gain coexiste toujours avec la perte. Ceux qui immigreront en investissant, investissent de l'argent et ils espèrent en recevoir des gains : peut-être n'est-ce qu'une forme de changement, mais le changement n'a jamais été autre que l'état stable de la vie.

@@@